



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HAUT COMMISSARIAT

Centre pour les Droits de l'Homme
et la Démocratie en Afrique Centrale



Rights &
Democracy
Focus

N°79 - September 2023

A bi-monthly publication of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa



Discours de haine

L'Afrique Centrale mobilisée contre le fléau

P.2



Rencontres G100 sur les personnes déplacées

Le CNUDHD-AC
partage son expérience

Pp.4-5

Discours de haine

L'Afrique Centrale mobilisée contre le fléau

Les délégués de 11 pays de la CEEAC se sont donné rendez-vous à Yaoundé à l'effet de s'accorder sur l'endossement politique d'une stratégie régionale de lutte contre les discours de haine.

Par Kamdem Souop



Les participants à la Consultation nationale du Cameroun @J. Fajong, Cnudhd-ac

La capitale du Cameroun a abrité du 5 au 7 juillet 2023 les travaux du 4e Forum régional de l'Afrique Centrale sur la prévention et la lutte contre les discours de haine. Cette édition était dédiée à la vulgarisation, l'appropriation et l'endossement politique du Projet de Stratégie régionale et le Plan d'action de prévention et de lutte contre les discours de haine dans la sous-région. Oumarou Chinmoun, Secrétaire général du Ministère des Relations extérieures du Cameroun, représentant le Ministre à l'ouverture des travaux, a souligné que « *Ce forum est une formidable occasion, un moment historique, pour préparer le passage d'un simple projet de Stratégie à une Stratégie régionale de prévention et de lutte contre les discours de haine dans tous les supports de communication* ». Ce d'autant plus que : « *En acceptant d'abriter les [...] travaux, le Cameroun mesure les attentes que placent les pays et les partenaires au développement qui ont accepté d'y participer* », a-t-il ajouté.

Préserver la paix sociale

« *La dynamique en cours montre qu'il est indéniable que les États de l'Afrique centrale ont rapidement pris conscience de la menace que constituent les discours de haine pour la paix sociale et souligné la nécessité de mettre en place une stratégie régionale soutenue par un plan d'action solide afin d'éradiquer ce fléau* », a déclaré Paul Coustere, Directeur régional de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale, soulignant en outre que « *les organismes des Nations Unies concernés réaffirment leur engagement à continuer à soutenir les ini-*

tiatives allant dans ce sens, conformément à leurs mandats respectifs, et compte tenu des enjeux ».

Les participants sont des experts venus des 11 pays membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC). Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) y était représenté par son Directeur, Nouhoum Sangaré.

Ce Forum a été organisé sous l'impulsion du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA) et la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), soutenus par l'UNESCO, le Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme en RDC (BCNUDH/RDC), de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) et le CNUDHD-AC.

Le Forum de Yaoundé était porté par le Gouvernement camerounais sur la base d'un mandat de l'UNSAC. Il fait suite aux trois Forums organisés du 26 au 29 octobre 2021 à Douala au Cameroun, du 26 au 29 avril 2022 à Bangui en RCA et du 21 au 24 juin 2022 à Kinshasa en RDC.

En préparation de ce Forum, le CNUDHD-AC a participé le 3 juillet 2023 au siège de l'UNESCO à Yaoundé à la Consultation nationale organisée par le Cameroun sur la question. C'était en présence du Représentant de l'UNESCO. Le Ministère de la Communication et le Conseil National de la Communication y étaient aussi représentés.

Promotion de la paix

Les chefs religieux invités à s'impliquer

Le CNUDHD-AC a contribué à l'organisation d'une Conférence internationale réunissant près de 1200 participants de 27 pays sur la contribution de la religion sur la paix dans le monde.

Par Kamdem Souop et Catherine Tshefu



Catherine Tshefu du CNUDHD-AC (à gauche) pendant son exposé. @Cnudhd-ac

Du 13 au 14 juillet 2023 à Yaoundé, le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (le Centre) a participé à la conférence internationale organisée par le Conseil des Imams et Dignitaires Musulmans du Cameroun (CIDIMUC), en partenariat avec le Fond des Nations Unies pour la Population (UNFPA), le Centre, ONU-Femmes, le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le gouvernement du Cameroun, le projet SWEDD (Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend) et la Banque Mondiale.

Cette conférence avait pour thème «**islam, autonomisation des femmes et des jeunes et consolidation de la paix**». Elle a rassemblé plusieurs délégations multipartites, des chefs religieux et traditionnels, des organisations de la société civile, des organisations régionales et sous-régionales, des organisations de jeunes et de femmes, des coopérations financières, des universités et des agences de l'ONU.

L'objectif général de la conférence était de renforcer l'engagement des leaders religieux et chefs traditionnels dans leur rôle de promoteurs de paix, des droits de l'homme et d'acteurs de changement de comportement en vue d'accélérer la transition démographique et tirer profit du dividende démographique pour le bien-être de la communauté.

Le Centre a fait une présentation sur le droit des femmes en matière de santé reproductive, l'éducation, la non-discrimination pour le développement durable et le rôle des leaders religieux.

Parmi les recommandations formulées par les participants, il y a le renforcement du soutien des programmes menés par les associations et réseaux des leaders religieux et traditionnels pour favoriser le passage aux bonnes pratiques, ou encore élaborer un bréviaire des textes islamiques sur l'autonomisation des femmes et des jeunes, l'accès à l'éducation de la femme, leurs participations aux prises de décisions politiques.

Human Rights Mechanism

Cameroon ratified the CRPD

The State of Cameroon has ratified the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD) on 28 September 2023.

Législation nationale

La RD Congo protège les défenseurs des droits humains

Après une procédure entamée en 2017 visant à pousser les pays de la sous-région à adopter une loi protégeant les défenseurs des droits de l'homme, la République Démocratique du Congo vient de faire un pas en avant en promulguant la loi n°23-027 du 15 juin 2023 relative à la protection et à la responsabilité du défenseur des droits de l'homme en RDC, publiée dans le Journal officiel du 8 juillet 2023.

Rencontres G100 sur les personnes déplacées

Le CNUDHD-AC partage son expérience

Le Centre s'est associé à l'organisation des Rencontres Afrique Centrale du G100 sur «La situation des déplacés et des personnes vulnérables (femmes et enfants) en Afrique Centrale».

Par Kamdem Souop



La Ministre Marie-Thérèse Abena Ondoua (3e à partir de la dr.) @K. Souop, Cnudhd-ac

Du 27 au 29 septembre 2023, Yaoundé a abrité Les Rencontres Afrique Centrale du G100 sur «La situation des déplacés et des personnes vulnérables (femmes et enfants) en Afrique Centrale», un événement placé sous le très haut patronage de Madame Chantal Biya, la Première Dame du Cameroun, dont la représentante personnelle était la Professeure Marie-Thérèse Abena Ondoua, Ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF). La cérémonie d'ouverture a vu la participation de Célestine Ketcha Courtès, Ministre camerounaise de l'Habitat et du Développement Urbain et de Virginie Baïkoua, Ministre centrafricaine de l'Action humanitaire, de la Solidarité et de la Réconciliation Nationale. D'autres personnalités y ont aussi pris part : Dr Harbeen Arora Rai, de l'Inde, Présidente fondatrice de du G100 et Cathy Latiwa, Présidente fondatrice de Latiwa Foundation (RDC).

Ne laisser personne pour compte

Dans son mot de bienvenue, Caroline Sack Kendem, Présidente mondiale G100 de la Branche Migrants et

Recasement des réfugiés, hôte de l'événement, a salué la participation massive de personnes venant de divers coins du globe et le soutien appuyé du gouvernement au succès de ces Rencontres.

Dans son mot d'ouverture, la MINPROFF a insisté sur les données chiffrées des trois crises qui agitent le Cameroun et le sort particulièrement pénible des femmes et des enfants affectés dans les sites de crises ou forcés de se déplacer loin des foyers de tension.

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) s'est associé à l'événement avec trois exposés, notamment «La prise en charge des personnes déplacées internes : contributions du CNUDHD-AC, défis et perspectives», dans l'atelier 1 portant sur «Evaluation des solutions durables des migrants et réfugiés», «Les violences basées sur le genre au sein des communautés de déplacés: leçons apprises et perspectives» et «L'approche basée sur les droits de l'homme dans la prise en charge des déplacés internes vulnérables aux violences» dans l'atelier 4 portant sur «Droits humains, violences basées sur

le genre, abus sociaux et harcèlement chez les déplacés».

En outre, l'investissement du Centre s'est effectué avec la modération de trois ateliers, respectivement le deuxième sur «Santé mentale, protection sociale et promotion de la paix», le troisième traitant de «Solutions pour une réintégration économique réussie des migrants et réfugiés», et le sixième portant sur «L'art et la culture comme vecteurs de stabilité et de croissance pour les déplacés, migrants et réfugiés».

Cette implication du CNUDHD-AC s'inscrit à la fois dans le cadre de la célébration de son 20e anniversaire, mais aussi et surtout celui de la célébration du 75e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme dont une initiative dénommée «Droits Humains 75» a été lancée par Volker Türk, le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme et aura son apogée du 10 au 12 décembre 2023.

Rencontres G100 sur les personnes déplacées

Le Centre impliqué à plusieurs niveaux

Le Centre a contribué au succès de l'événement à la fois sur le plan thématique, exposés et modérations, et sur le plan financier à hauteur de 2000 \$.

Par KS



Sandrine Martins Espinoza (1e à partir de la droite) a pris part à l'atelier inaugural de l'événement qui portait sur : « Evaluation des solutions durables des migrants et réfugiés ». Elle y a fait un exposé sur : « La prise en charge des personnes déplacées internes au Cameroun: la contribution du CNUDHD-AC, défis et perspectives »

Photo: K. Souop



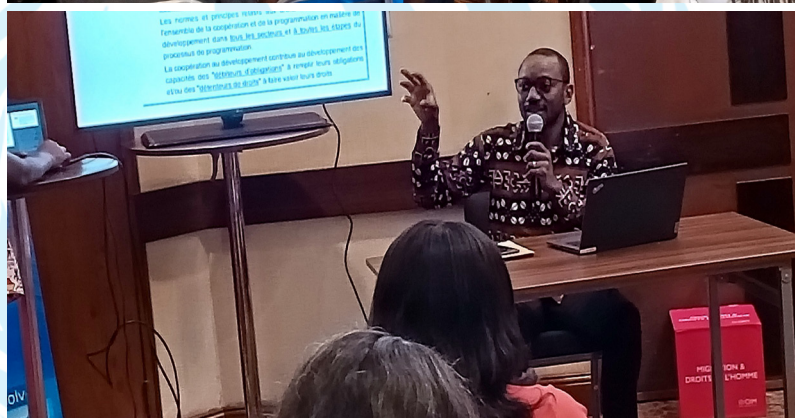
Alain Bertrand Kamdem Souop (au centre) a modéré les ateliers 2 et 6. Le premier avait pour thème : « Santé mentale, protection sociale et promotion de la paix ». Quant au second qui a précédé la cérémonie de clôture de l'événement, il portait sur : « L'art et la culture comme vecteurs de stabilité et de croissance pour les déplacés, migrants et réfugiés ».

Photo: K. Souop



En plus d'avoir fait un exposé au cours de l'atelier 4 avec un texte intitulé « Les violences basées sur le genre au sein des communautés de déplacés : leçons apprises et perspectives », Ahmed Abderrahmane Njouonkou Njoya (debout) a modéré l'atelier 3 dont le thème était : « Solutions pour une réintégration économique réussie des migrants et réfugiés ».

Photo: K. Souop



Christian Fritz Ntopa a fait une présentation au cours de l'atelier 4 de cet événement dont le thème était : « Droits humains, VBG, abus sociaux et harcèlement chez les déplacés ». Son exposé a porté sur : « L'approche basée sur les droits de l'homme dans la prise en charge des déplacés internes vulnérables aux violences ».

Photo: K. Souop

Diplomatie

Les audiences accordées au Directeur

Au cours du trimestre qui s'achève, Nouhoum Sangaré a été reçu au plus haut niveau. Retour en images sur ces audiences.

Par KS



SE Laurent ESO, Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, a reçu en audience le Directeur le 6 juillet 2023. @J.Fajong



Nouhoum Sangaré, en compagnie de Mathias Zana Naab, ex-Coordonnateur Résident des Nations Unies au Cameroun (2020-2023) et actuellement Directeur du Centre de Service Régional du PNUD à Addis-Abeba.

H.E. Djidda Moussa Outman, Ambassador of the Republic of Chad to Cameroon, granted an audience to Mr Nouhoum Sangaré on 9 August 2023
Photo: J. Fajong.



H.E. Rosalia Arteaga, former Vice-President (1996-1998) and first female President (1997) of the Republic of Ecuador was granted an audience by Nouhoum Sangaré on 4 July 2023.

Photo: J. Fajong.



Cameroun - Initiative 75 ans de la DUDH

Journée de réflexion sur le bilan de la DUDH

Le Cameroun a fait le point de son appropriation de la DUDH, 75 ans après son adoption.

Par Kamdem Souop



Laurent Akobi (der à partir de la g.) représentait le CNUDHD-AC @J. Fajong, Cnudhd-ac

Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a organisé le 26 juillet 2023 à Yaoundé une journée de réflexion sur le bilan de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, 75 ans après.

Cette année, les Nations Unies célèbrent le 75e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) adoptée le 10 décembre 1948 et le 30e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'Action de Vienne ayant ouvert la voie à la création du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH). A cet effet, le Haut-Commissaire des Nations Unies

aux Droits de l'Homme, Volker Türk, a lancé l'Initiative « Droits humains 75 », pour donner un sens et une signification concrète au 75e anniversaire de la DUDH.

En attente de nouveaux engagements

Soutenue par une résolution du Conseil des droits de l'homme, l'initiative « Droits humains 75 » vise à stimuler et à susciter des engagements par le biais de promesses de transformation de la part des États et d'autres parties prenantes, en vue de changements positifs concrets pour l'avenir des droits de l'homme. Ces engagements seront présentés lors de l'événement de haut niveau qui se tiendra à Genève, en Suisse, les 11 et 12

décembre 2023.

Les engagements peuvent inclure, sans être exhaustif, une ou plusieurs actions suivantes : introduire ou réviser des législations clés ; instaurer une nouvelle politique sensible aux droits de l'homme ; augmenter le budget alloué aux secteurs de la santé, de l'éducation, du travail ou tout autre domaine des droits économiques, sociaux et culturels ; ratifier les conventions relatives aux droits de l'homme et les protocoles facultatifs ; renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire ; établir ou renforcer une institution nationale indépendante des droits de l'homme ou un mécanisme national d'établissement des rapports ou de suivi.

Dons de livre à la CDHC

Le siège de la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun (CDHC) a accueilli la cérémonie de don d'un lots de livres sur les droits de l'homme et la démocratie fait à la Commission par le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC).

Il s'agit très exactement de 931 livres venus du siège du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme à Genève.



Le Président de la CDHC (à dr.) @J. Fajong, Cnudhd-ac

Cameroon - «Human Rights 75» Initiative

CSO's, media pledge to promote and protect human rights

By Joseph Fajong



CSOs, rights defenders, media & UN Human Rights officials. Photo: UNCHRD-CA

“Engaging with state actors ahead of the high-level event, we, CSOs of the Northwest and Southwest regions pledge to do more grassroots consultations to produce a submission on key human rights areas where rapid changes are required in our regions. We also pledge to engage regular dialogue and discussion on human rights with authorities at local level and to organize an event locally in the sidelines of the high-level event to popularize the HR75 pledges and commitments”.

These are some of the key pledges and commitments made by some 25 civil society actors, media representatives, local opinion leaders and influencers from the two English speaking regions of the country, plagued by

a violent conflict since 2016.

This was during a thematic round-table discussion on prevention, including through early warning and early response as a requirement for peaceful and non-violent communities which was organized by the United Nations Center for Human Rights and Democracy in Central Africa on 14 July, 2023 in Buea, Southwest region of Cameroon. The activity was organized in line with the Human Rights 75 initiative which seeks to generate pledges and a renewed commitment for human rights from key actors at local and national levels. The key actors also pledged to support the inter-ministerial committee on reporting to human rights mechanisms and/or to

produce a parallel report if necessary to the Universal Periodic Review of Cameroon; and ensure participation in the outcome event following the review. They also committed to use various platforms to vulgarize these pledges, success stories of their respective organizations and to work towards supporting initiatives for peace in their communities, including through replicating community centered approaches to building social cohesion.

“We, media associations present commit to support early warning and early response functions, including through strategic communication guidance and support to CSOs and partners and to work towards improvement of the conditions that affect the effective performance of our duties”.

A working group comprised of seven CSOs was set up to develop Terms of Reference and an action plan for implementing the pledges and commitments arrived at during the roundtable discussion. “To achieve these, we must focus on grassroots awareness raising, bearing in mind that many rights holders need empowerment to make informed decisions.” Mr. Tanyi Christian of the Martin Luther King memorial Foundation (LUKMEF) emphasized.

Fight Against Torture

UNCHRD-CA supports FIACAT's Initiative

By Asita-Maria Scherrieb

Perspective of such a support is to enhance the OPCAT and ICCPR OP 2 ratification in the sub-region.

Through the Treaty Body Capacity Building Programme (TBCBP) of the Office of the High-Commissioner for Human Rights, the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA) made a presentation during a training cycle organized from 18 to 29 July 2023 in Yaoundé, Cameroon. A training that was previously implemented from 1997 to 2011.

The Norbert Kenné's training cycle is an initiative of the International Federation of ACATs (FIACAT). It is an international Christian non-governmental human rights organisation, set up in 1987, which works towards the eradication of torture and the abolition of the death penalty. The Federation brings together some thirty national associations, the ACATs, present in three continents.

FIACAT is currently implementing a project aiming at strengthening French-speaking African Human Rights Defenders

and accompanying them in their advocacy before the UN and for the follow-up and implementation of UN Human Rights recommendations.

The training is part of a more global project co-financed by the Agence Française de Développement and the European Union, which aims to strengthen the influence and impact of French-speaking African civil society mobilized against torture.

In this context, the Centre provided a module on international instruments against torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment and on the UN Human Rights Mechanism with a special focus on the functioning of Lwells as local actors.

For the future, the Centre is expecting to strengthen the cooperation with FIACAT with the goal of cooperating for OPCAT ratification and ICCPR OP 2 ratification in the Central Africa Sub-region.

Cameroun - Initiative 75 ans de la DUDH

L'inclusivité, clé de la gouvernance démocratique

La quatrième table-ronde du Forum de la démocratie a été l'occasion de souligner l'importance de l'inclusivité dans l'animation de la gouvernance démocratique.

Par Kamdem Souop



Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a réuni le 02 août 2023 à Yaoundé les parties prenantes autour des défis de la mise en œuvre du principe d'inclusivité dans les politiques, stratégies et outils de gouvernance au Cameroun, à travers une analyse approfondie de la prise en compte de ce principe par les institutions publiques, les acteurs de la société civile, les médias et les agences du système des Nations Unies.

L'inclusivité constitue l'un des principes clés de la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD). En ce sens, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU s'articule autour de la nécessité de « ne laisser personne de côté », constituant ainsi une des valeurs universelles qui structurent les actions en faveur de la réduction des inégalités,

de la vulnérabilité et la discrimination. D'ailleurs, le « Cadre commun pour une action commune qui ne laisse personne de côté : l'égalité et la non-discrimination au cœur du développement durable », est étroitement lié à des politiques sectorielles de promotion des droits de l'homme ; entre autres, la stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du Handicap et l'Initiative 50-50 à l'horizon 2030.

Par conséquent, la participation des jeunes, des femmes, des personnes handicapées, des peuples autochtones et autres groupes sociaux vulnérables à besoins spécifiques dans les processus de gouvernance publique, est au menu de l'actualité démocratique. Sur les espaces publics et numériques en effet, les défis de l'accès à l'information coïncident significativement avec les enjeux de participation à la prise de décision au sein des Etats. Les politiques publiques nationales sont ainsi

revisitées et scrutées au quotidien, en vue de tenir compte du principe de l'inclusivité et ses implications dans la régulation de l'espace civique, numérique, politique et social.

D'une nécessité à un impératif, l'inclusivité révèle les résultats importants qu'elle suscite dans les indices de progression des droits de l'homme et de la démocratie. En matière électorale, l'ouverture du vote à la diaspora, la décentralisation des mécanismes d'enrôlement auprès des couches vulnérables, tout autant que l'élargissement des sièges dans les représentations institutionnelles nationales aux jeunes et aux femmes, ont contribué au relèvement de la prise de conscience politique, certes. Néanmoins, la disponibilité exponentielle des médias contraste avec la promotion de ce principe, car si sa prise en compte est effective, elle apparaît tout aussi insuffisante notamment dans l'attribution et la répartition des espaces de communication réservés à la promotion des droits spécifiques à ces acteurs clés.

Les réflexions que peuvent susciter ces considérations ont justifié la tenue de cette quatrième Table ronde du Forum de la Démocratie. Événement organisé avec le concours du Ministère des Affaires sociales, d'Élections Cameroun, la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun, le Conseil National de la Communication, la Commission Nationale de Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme, et la Plateforme Inclusive Society.



Cameroun - Cycle électoral 2023-2025

Le Centre appuie les efforts des acteurs

Le CNUDHD-AC a appuyé la mise sur pied du Cadre de concertation permanent entre ELECAM et les acteurs du processus électoral au Cameroun.

Par KS



Des membres du gouvernement et les chefs des principaux partis d'opposition au Cameroun @J. Fajong, Cnudhd-ac

Elections Cameroon (ELECAM) prépare activement le cycle électoral 2023-2025 qui donnera lieu aux élections municipales, législatives, régionales et à la présidentielle. C'est dans ce cadre qu'ELECAM et le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) ont organisé le 11 août 2023 à Yaoundé le lancement officiel de la Plateforme qui réunit les partis politiques, les chefs traditionnels, la société civile et les médias autour d'ELECAM. Elle vient compléter le

Comité Multi-Sectoriel pour constituer le cadre de concertation permanent entre ELECAM et les différents acteurs du processus électoral au Cameroun. Cette Plateforme est issue de la résolution n°32/R/ELECAM/CE du Conseil Electoral d'ELECAM datée du 22 décembre 2022.

ELECAM attendu au pied du mur

Plusieurs partis politiques dont le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP), l'Union Démocratique du

Cameroun (UDC) et le Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie (MANIDEM) ont pris part à l'événement.

Le 8 août, ELECAM et le CNUDHD-AC ont organisé à Yaoundé le lancement officiel du Comité Multi-Sectoriel en charge de la création d'un cadre de concertation permanent entre ELECAM et les différents acteurs du processus électoral au Cameroun. Ce Comité est le fruit de la résolution n°31/R/ELECAM/CE du Conseil Electoral d'ELECAM datée du 22 décembre 2022.

Cameroon - NW and SW Crisis

Protection of Human Rights Defenders detailed By Judith Kiconco

On 12 and 13 July 2023, the UNCHRD-CA organized a two-day workshop on the protection of human rights defenders in the North-West region in Bafoussam, Cameroon. The workshop aimed to enrich the knowledge of participants on the international, regional, and national legal frameworks and mechanisms for the protection of human rights defenders; and to equip them with tools and skills for self-protection during their work in the field and online.

Thirty participants including eight women from various civil society organisations in the North-West region including human rights activists, lawyers, journalists, a magistrate and three representatives from the Cameroon Human Rights

Commission (North-West and West regional branches) attended the activity. Presentations were co-facilitated with the Central African Network for Human Rights Defenders, the Cameroon Human Rights Commission and Defend Defenders among others. The sessions focused on the international and regional legal framework on the protection of human rights defenders; protection challenges in crisis areas; threats, risks and vulnerability analysis; protection skills such as negotiation, advocacy and mental health awareness; tips and tools for effectively drafting grants applications; protection of human rights defenders in the digital space; mechanisms for protection of human rights defenders.

Cameroun - UNPRPD

Plus d'inclusivité des personnes handicapées

Le Centre s'est associé à un projet d'amélioration du sort des personnes vivant avec un handicap

Par Kamdem Souop et Catherine Tshefu



Les participants à l'atelier de Douala © E. Ngoran, Cnudhd-ac

La convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées a été adoptée le 13 décembre 2006 par l'Assemblée Générale des Nations Unies et est entrée en vigueur en 2008. Elle vise à promouvoir et protéger la pleine jouissance, sur un pied d'égalité, de tous les droits de l'homme par les personnes handicapées et de promouvoir leur dignité intrinsèque. Le Cameroun a ratifié cette convention à travers le dépôt des instruments de ratification y relatif auprès du Secrétaire Général des Nations e 28 septembre dernier à New York. Par ailleurs, le Cameroun a manifesté sa volonté de protéger et promouvoir les droits des personnes handicapées à travers le décret présidentiel N°2021/751 et la Loi 2010/002 portant protection et promotion des personnes handicapées. Ces deux textes sont les principaux instruments nationaux pour assurer le respect des droits des personnes handicapées au Cameroun.

Au Cameroun, le Ministère des Affaires sociales estime le nombre des personnes handicapées à 3,7 millions. Malgré les instruments juridiques existants, ces personnes

font face à des défis importants dans la pleine jouissance de leurs droits. L'une des raisons est la sensibilisation insuffisante des professionnels du droit en ce qui concerne les droits des personnes handicapées. Pourtant, ce sont ces derniers qui devraient jouer un rôle clé dans la protection des droits des personnes handicapées. C'est pour améliorer l'accès des personnes handicapées au Cameroun à la pleine jouissance de leurs droits que le CNUDHD-AC, conjointement avec l'UNESCO et le Fonds des Nations Unies pour les populations (FNUAP), met en œuvre, depuis 2022, un projet pour les droits des personnes handicapées. Dans le cadre de ce projet, le Centre a développé un outil pratique pour expliquer le contenu normatif de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées aux différents acteurs, y compris aux professionnels du droit. Ce guide a été validé par les principales parties prenantes au Cameroun et fait l'objet d'ateliers d'appropriation par les gardiens des droits des personnes handicapées.

Les professionnels du droit formés

Les 20 et 21 juillet 2023, le Centre a

organisé un atelier de formation à l'intention des professionnels du droit venant des 10 régions du Cameroun sur la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. L'objectif de cet atelier était de renforcer leurs capacités sur le contenu normatif de cette Convention. Comme résultat principal atteint, les professionnels du droit ont été sensibilisés sur la question du handicap afin d'assurer l'accès à la justice à cette frange de la population à travers des mesures spécifiques.

Le Comité CONRHA formé

Les 6 et 7 septembre 2023, le Centre a co-organisé avec le Ministère des Affaires Sociales (Minas) un atelier de formation pour les membres du Comité National pour la Réadaptation et la Réinsertion Socio-économique des Personnes Handicapées (CONRHA). L'objectif était de renforcer les capacités des membres du CONRHA à l'utilisation d'un système de suivi-évaluation efficace et efficient en vue d'une meilleure collecte des données sur les actions en faveur des personnes handicapées.

Gabon - Elections 2023

Les journalistes parés pour la couverture

Le CNUDHD-AC a appuyé l'organisation d'un atelier sur la liberté d'expression et la sécurité des journalistes en période électorale.

Par Kamdem Souop et Dimitte Ngane



Un événement qui a mobilisé 44 journalistes @D.Ngane, Cnudhd-ac

Les 12 et 13 juillet 2023, le Centre, en collaboration avec l'UNESCO, le ministère gabonais de la Communication et la Haute Autorité de la Communication, a organisé une activité sur le renforcement de la liberté d'expression et de la sécurité des journalistes dans un contexte électoral à Libreville, au Gabon. L'activité a été présidée par un représentant du Ministre de la communication, en présence du représentant du Coordonnateur

résident du Système des Nations Unies au Gabon et du Directeur de la Haute Autorité de la Communication.

L'activité a réuni 44 journalistes dont 18 femmes des médias publics et privés, y compris les médias en ligne, ainsi que des producteurs d'actualités et de programmes politiques. Elle a été organisée dans le but de promouvoir la paix et la démocratie tout en s'assurant du respect des droits de l'homme, en particulier la liberté d'expression, et en

renforçant la responsabilité des journalistes dans un contexte électoral.

Les discussions ont porté sur le suivi et la couverture des questions relatives aux droits de l'homme par les journalistes tout en assurant leur sécurité et l'éthique du journalisme dans un contexte d'élections. Au cours de la session interactive sur l'échange d'expériences dans le cadre des élections précédentes et la couverture des événements politiques, les participants ont fourni des exemples concrets sur l'application de l'éthique journalistique et des mesures de protection telles que la nécessité d'améliorer leurs connaissances sur les textes juridiques, d'assurer la vérification des faits pour les professionnels des médias pendant les élections.

A cette occasion, un rappel a été fait de la résolution des Nations Unies (S/RES/2222) sur la sécurité des journalistes et des professionnels des médias, et un plaidoyer sur la dépénalisation des délits de presse, l'amélioration de l'accès à l'information des journalistes, la réhabilitation de la maison de la presse.

Fin de carrière

Abdoulaye Moussa Traoré prend sa retraite

Abdoulaye va quitter le Cameroun le 31 octobre 2023 après 14 ans passés à Yaoundé au Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC).

Il aura en tout passé 27 ans au sein du Système des Nations Unies, notamment au sein du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH). Tout d'abord comme Spécialiste des droits de l'homme, au sein du tout premier bureau de terrain du HCDH, au Rwanda (1996-98), puis Adjoint au Chef de Bureau du Burundi (1998-2006), Chargé de la mise en place du premier Bureau du HCDH au Togo (2006-09) et enfin au Centre dès 2009 où il occupait les fonctions de Conseiller régional en Démocratie.

Titulaire d'une Maîtrise ès Sciences Juridiques et Politiques - Option relations internationales de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Abdoulaye a été précédemment fonctionnaire malien. Il a occupé les fonctions de Chef de division des Normes internationales du Travail et Chargé de mission au sein du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, puis Conseiller Technique du Ministre de la Justice, Chef de Cabinet du Ministre délégué chargé des Réformes institutionnelles, Chef de Cabinet du Ministre de la Santé, de la Solidarité et des Personnes Agées, avant d'entamer une carrière internationale.

Celui qui a assuré plusieurs fois l'intérim du Bureau régional pour l'Afrique Centrale du HCDH (2009-2019), s'en va



Photo: A. Traoré

la tête haute et le sentiment du devoir accompli. Depuis l'annonce de son départ en retraite, les hommages pleuvent des différents pays et structures partenaires avec lesquels il a su nouer au fil des ans un lien fort et des passerelles fructueuses de collaboration.

Cameroun - JIPA 2023

Le CNUDHD-AC aux côtés des autochtones

*Tradition respectée depuis 20 ans par le Centre avec les peuples autochtones.**Par Kamdem Souop et Adamu Issa*

Le Centre a pris part à la célébration de la 29e Journée Internationale des peuples autochtones le 9 août 2023 à Yaoundé.

Madame Itoe Beryl Ikombe, épouse Panje, Secrétaire générale du ministère des Affaires sociales, a ouvert les travaux de la Rencontre stratégique sur la participation des populations autochtones au développement durable inclusif organisée pour la circonstance.

Outre les leaders Mbororo et Baka, les représentants de la Commission des Droits de l'Homme du Cameroun et du maire de Yaoundé II ont assisté à la cérémonie protocolaire de l'événement qui cette année a pour thème : «L'éducation des populations autochtones à la citoyenneté comme stratégie d'inclusion sociale».



Le CNUDHD-AC était impliqué @I. Adamu, Cnudhd-ac

«Opération zéro enfant dans la mine»

Le CNUDHD-CA soutient la SONAMINES

Les deux structures ont mené une campagne dans certaines localités de la région de l'Est.

Dans une mine artisanale @J. Fajong. Cnudhd-ac

Les 25 et 26 septembre 2023, le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) a accompagné la Société Nationale des Mines (SONAMINES), aux côtés de l'UNICEF et du ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF) dans une mission de sensibilisation dans les sites miniers de Kambélé et Kette

dans la région de l'Est du Cameroun.

La campagne «Zéro enfant dans la mine» qui était à sa 3e édition, est une cause nationale contre le travail des enfants en général et dans la mine en particulier. Elle a été lancée en 2021. La campagne axée sur les causeries éducatives, des dons de tables bancs, de fournitures et de bourses scolaires aux élèves méritants de Kambélé, avait permis de recenser plus de 800 enfants dans les sites miniers et de scolariser 153 d'entre eux.

Le Centre accompagne cette 3e campagne avec la production d'un documentaire qui mettra en évidence les risques et conséquences néfastes encourus par les femmes et les enfants qui travaillent dans les mines. Cette production servira aussi comme outil de plaidoyer du Centre pour une levée de fonds permettant d'aller plus loin dans le soutien de la campagne «Zéro enfant dans la mine».

Documentation Centre of Buea

Monitoring and Reporting explained

19 participants saw their capacity built on monitoring and reporting HR violations.

From 2 to 4 August 2023, the UNCHRD-CA organized a workshop for staff of the Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRD) on Human Rights Monitoring, Documentation and Reporting in Buea, bringing together 19 participants to work on monitoring and reporting of human rights violations in the conflict regions of the North-West and South-West.

The training was requested by CHRD during a meeting with the Regional Representative in 2022, in the framework of the partnership between the Centre and CHRD.

At the other hand, the Documentation Centre created on December 2020 in Buea received some books and manuals on human rights and democracy issues.



Sandrine Martins Espinoza

P4, Human Rights Officer

Sandrine holds a Master's Degree in International and European Law and a Master's Degree in Geopolitics Specialized in Economy of Emerging countries and Mafias. She has over 20 years of experience at international level, mainly with European Union and United Nations, for which she recently held the position of European Union Ambassador in Madagascar and Asylum Judge for UNHCR in the National Court of Asylum in France. As a Legal/Electoral and Political specialist, from 2005 till now, she participated in numerous election observation, technical assistance including sensitive

mediations and expert missions of EU and other intergovernmental organizations (OSCE/OAS/OIF/IRI) in Africa, Americas, and South-East Asia. As a member of the Senior Management Team of OHCHR CARO Sandrine will support CARO sub regional and country engagements including in Sao Tomé and Príncipe and in Equatorial Guinea, and through the UNCTs, state and non-state counterparts, regional and international partners. Sandrine is fluent in French, English, Portuguese and Spanish. Sandrine who joined the Centre on 14 July 2023, can be reached by email: Sandrine.martins@un.org



Photo: K. Souop

Asita-Maria Scherrieb

P3, Human Rights Officer



Photo: A. Scherrieb

Asita-Maria joined our Team as a Human Rights Officer for the Treaty Body Capacity Building Programme. The main goal of the Treaty Body Capacity Building Programme is to assist states to ratify and implement human rights treaties and recommendations. Asita-Maria holds several university degrees in human rights and previously worked as a Lecturer on International Human Rights Law with a focus on women's rights and economic, social, and cultural rights.

Over the past years, Asita-Maria worked as a Human Rights Officer in the International Department of the German National Human Rights Institute (NHRI) and in addition, supported the German member (Vice-Chair) on the Committee

on Economic, Social and Cultural Rights (CESCR) with his tasks. This year, one of her main tasks will focus on organizing a interregional OPCAT ratification event with over 20 states from Central and East Africa.

Asita will also organize several missions for training and guidance on human rights treaties for stakeholders in central African countries.

In addition to her tasks in the CARO team, Asita is the worldwide Treaty Body Capacity Team's ICESCR and CESCR focal point. Asita-Maria is an Iranian-German national and is fluent in many languages including Persian, German, English and French. She joined the Centre on 15 July 2023.

Her email: asita.scherrieb@un.org

Flurina Frei

P3, Human Rights Officer

Flurina holds a Master's Degree in International Relations and Political Science from the Graduate Institute for International and Development Studies in Geneva. She has several years of experience in human rights, gender, migration, business and human rights humanitarian and political affairs, among others with the Embassy of Switzerland in Japan, the ICRC and the United Nations. In the past four years she lived in Addis

Ababa, where she first worked for the OHCHR East Africa Regional Office on women's rights in close collaboration with the African Union, and then for IOM as a gender expert for the AUC-ILO-IOM Joint Labour Migration Programme. At OHCHR CARO, she will join the Monitoring and Reporting unit. Flurina is fluent in German, Rhaeto-Romanic, English and French. She can be reached by email at flurina.frei@un.org



Photo: F. Frei



Sanaa Makanga Pambou

P3, Human Rights Officer

Sanaa holds a Bachelor degree in international Economics and Foreign Languages as well as a Master's Degree in Geopolitics and International Relations from Sciences Po Toulouse (France). She has over 10 years of experience at the national and international levels as well as in the private sector in political affairs, peace and security, human rights, electoral affairs, and business and economic affairs. As a political affairs specialist, she has worked at the Gabon Permanent Mission to the United Nations in New York, including at the Security Council (2010-2011), at the office of the Minister of Foreign Affairs,

including as an election officer, and as an adviser to the Prime Minister mainly on economic and diplomatic matters. Sanaa has also worked at the office of the President of the Human Rights Council in Geneva. Her latest experience was in a major international infrastructures company from 2019 to 2023, where she worked in project development, including negotiations leading to the signing of multiple investment and concession agreements. Sanaa speaks French, English, Arabic and Spanish. Sanaa can be reached by email: sanaa.makangapambou@un.org



Photo: K. Souop

Chritian Fritz Ntopa Tambi

Chargé du Monitoring & Reporting, ONUDC Côte d'Ivoire

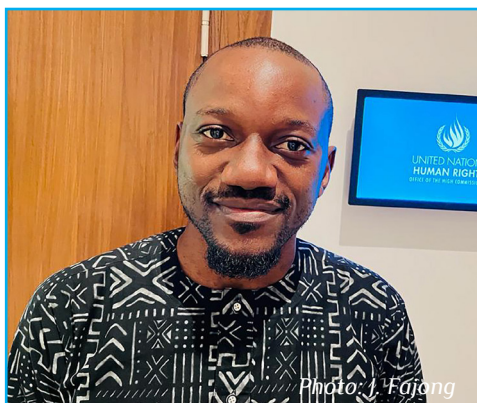


Photo: J. Fajong

Christian quitte le CNUDHD-AC après 4 ans et 9 mois de bons et loyaux services comme Assistant des Programmes en Démocratie. Il avait déjà eu l'occasion de faire connaissance avec le Centre en 2011 an tant que Stagiaire en Démocratie avant de travailler pour le Ministère de la Justice. Ce titulaire d'un Master en Droits de l'homme et action humanitaire de l'Université Catholique d'Afrique Centrale,

cumule une dizaine d'années d'expérience aux niveau national et international dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie, de l'espace civique.

Après une expérience de volontaire onusien en Guyane, il s'en va poursuivre sa carrière en Côte d'Ivoire au sein du Bureau pays de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC).

Evaristus Ngoran

UNV, Human Rights Officer, Rwanda

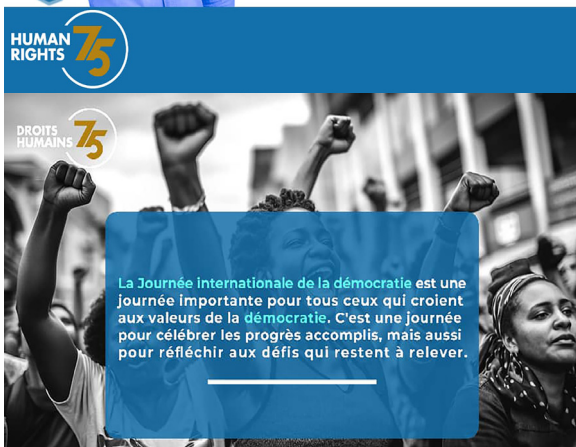
Evaristus holds an LLB in Law, a first year of Master's Degree in Business, Corporate and Finance Law, alongside several certifications in human rights, humanitarian law and conflict management. He has several years of experience in the areas of human rights, peace and security in Africa. Prior to joining the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (UNCHRD-CA), Evaristus worked with national and regional

organisations, notably the African Court of Human and Peoples' Rights in Arusha, Tanzania, Ecole de Maintien de la Paix Alioun Blondine Beye, Bamako, Mali, a law firm and an NGO.

During the time he spent with UNCHRD-CA, Evaristus occupied the position of Programme Assistant in Human Rights and Gender, after being a former fellow in Democracy. He is joining the office of OHCHR in Rwanda.



Photo: J. Fajong



Directeur de Publication :
Nouhoum Sangaré

Conseillers éditoriaux :
Abdoulaye Traoré, Laurent Akobi Banouin,
Sandrine Martins Espinoza, Catherine Tshetu,
Dimitte Ngane, Nadine Mballa, Hugo Giguere,
Asita-Maria Scherriebe, Kiven Fonyuy

Rédacteur-en-chef : Joseph Fajong

Rédacteur : Kamdem Souop

Contributeurs : Catherine Tshetu, Asita-Maria
Scherriebe Christian Ntopa, Judith Kiconco, Eva-
ristus Ngoran, Ahmed Njonkou

Infographie : Kamdem Souop



Quartier Golf Ntougou
BP: 836 Yaoundé - Cameroun
Tel: +237 222 50 58 00
Fax: +237 222 21 24 75
E-mail: ohchr-caro@un.org
Website: www.unchr.org